

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 10 juillet 2013

La transition énergétique dans les transports

Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Nous souhaitons commencer par remercier les rapporteurs de cet avis de leur travail dans des délais très courts. Mais surtout les féliciter d'avoir su, malgré des débats de section qui, parfois, allaient jusqu'à nier la nécessité d'une transition énergétique, présenter un avis dont le consensus ne passe pas à côté de l'urgence environnementale. Urgence d'agir, d'évoluer et de progresser tant individuellement que collectivement.

En effet, les transports représentent 26 % des émissions de gaz à effet de serre et 32 % de la consommation d'énergie. Parmi les émissions, 94 % sont dues au routier. C'est bien l'un des principaux secteurs sur lequel le changement des pratiques individuelles et collectives peut avoir un réel effet. Car l'avis présenté aujourd'hui démontre bien que la transition énergétique dans les transports ne se suffira pas d'un passage à des véhicules moins carbonés et du développement des voitures électriques. C'est l'ensemble de notre rapport à la mobilité qui doit être repensé et plus largement notre modèle de société.

Faire le seul pari du progrès scientifique pour nous sortir de l'impasse énergétique est hasardeux et nous n'estimons pas avoir le temps de nous offrir ce luxe. Mais, surtout, cela laisse à penser que les questions énergétiques sont le seul problème à régler. Comme si les questions de pollution de l'air et les maladies qui s'ensuivent, les enjeux de prévention routière, ou même le simple mal-être induit par les distances quotidiennement effectuées par nos concitoyens et le stress engendré, n'existaient pas. Comme s'ils n'étaient pas suffisants pour s'engager volontairement dans le report modal et la relocalisation des activités. Comme si le mythe marketing de la voiture qui rend libre nous avait fait oublier que la plupart de nos déplacements sont subis.

C'est pour ces raisons que notre groupe est particulièrement sensible aux préconisations relatives au développement de circuits de production et de consommation courts, à la promotion d'une meilleure gestion des temps dans la ville, ou encore à la réorganisation du travail et des services publics. C'est dans la même logique que nous soutenons l'avis quand, à l'instar du constat dressé dans l'avis sur le logement autonome des jeunes, il estime nécessaire d'enrayer l'éloignement progressif des habitations en densifiant davantage l'habitat.

Plusieurs fois a été évoquée la tension entre l'exigence environnementale et l'exigence sociale. Mais c'est en ne préparant pas l'avenir que nous négligeons les plus défavorisés. Si nous laissons la pénurie nous frapper, si nous laissons notre environnement et nos conditions de vie se détériorer, ce sont évidemment les plus précaires et les générations futures qui en pâtiront le plus.

Il y a plus de dix ans, déjà, qu'à Johannesburg retentissait le célèbre : « Notre planète brûle et nous regardons ailleurs ». Les rapporteurs nous proposent d'enfin

admettre notre responsabilité pour pouvoir regarder vers l'avenir. C'est pourquoi, le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de l'avis.